



**AGIR à la DGFIP
TOUS EN GREVE LE
JEUDI 2 FÉVRIER 2012**



<http://www.fo-dgfip-sd.fr/162/>

<http://www.fo-dgfip.fr/>

Avec les 2441 suppressions d'emplois prévues pour 2012, près de 25 000 emplois auront disparu depuis 2002 au sein des services de la DGFIP.

Pour la Nouvelle-Calédonie, ce sont 2 nouvelles suppressions de postes de cadre C en 2012 sans oublier la réduction annoncée du budget de fonctionnement.

Outre les conséquences désastreuses pour l'exercice de nos missions, c'est **une nouvelle dégradation des conditions de vie au travail** que vont connaître les agents de la DGFIP. Plus de pression pour atteindre des objectifs toujours plus hauts, difficultés à avoir le sentiment de « bien faire son travail » et pour certains, l'écrêtement en fin de mois d'heures supplémentaires non rémunérées et non récupérées. Services au bord de l'explosion, tout est fait dans l'urgence, des situations de stress de plus en plus présentes et de plus en plus difficiles à supporter. Dans certains cas, pour pallier le manque de personnel, on rappelle même les agents en congés. De tous les postes et services remontent le même sentiment de ras-le-bol général.

Les outils mis en place au niveau national, sans moyens supplémentaires, soi-disant pour améliorer les conditions de vie au travail (Espaces de dialogue, Tableau de bord de veille sociale, DUERP...) ne sont là que pour éviter de cibler les causes réelles du malaise et détourner la responsabilité de l'état employeur au regard de ses obligations légales !

Que l'on nous montre autre chose que du mépris. La Nouvelle-Calédonie n'est pas un pays étranger. Pourquoi nous applique-t-on des règles de gestion différentes de la métropole et pourquoi ne bénéficions nous pas des mêmes droits que nos collègues métropolitains et des départements d'outre-mer. Pourtant, de la même façon, nous exerçons notre métier dans un service de l'Etat sur un territoire de la République. Face à nos légitimes et récurrentes revendications, la surdité de nos responsables politiques et administratifs ne peut plus rester sans suite. Elle nous conduit inévitablement à une dégradation du climat social.

Si l'on ajoute à cela un pouvoir d'achat qui diminue régulièrement depuis des années, la réforme des retraites et la suppression de l'ITR, la coupe est pleine !

Pour toutes ces raisons, FORCE OUVRIERE appelle l'ensemble des agents de la DGFIP en Nouvelle-Calédonie à se mobiliser et à cesser le travail le jeudi 2 février 2012 pour obtenir l'arrêt des suppressions d'emplois, une régularisation des règles de gestion des personnels pour les TOM ainsi que l'amélioration des conditions de travail avec l'installation d'un Comité d'Hygiène et Sécurité et l'accès aux prestations d'action sociale avec l'installation d'un Comité d'Action Sociale.

Le 20 octobre 2011, vous avez reconnu l'action menée par notre syndicat en votant massivement pour les listes Force Ouvrière et en lui attribuant les cinq sièges au Comité Technique Local.

Rejoignez maintenant le syndicalisme libre et indépendant de F.O.-DGFIP et préparons ensemble une riposte urgente et de grande ampleur à la hauteur du mépris qui nous est affiché et des attaques que nous subissons.

SERVICE PUBLIC
JE-NOUS-TOUS AVEC FO!